

Projets de note d'orientation du Congrès

Note d'orientation n° 1

Une Europe sûre

Note d'orientation n° 2

Une Europe pour tous: prospère et
équitable

Note d'orientation n° 3

Une Europe durable

Note d'orientation n° 4

Une Europe qui défend nos valeurs et
nos intérêts dans le monde

Projet de note d'orientation n° 1 du PPE

Une Europe sûre

Nous, Européens, souhaitons vivre de manière libre, prospère et sûre. Voilà plus de soixante ans que ces objectifs sont atteints au-delà de toute attente, grâce à l'intégration européenne et à la coopération transatlantique. Il reste, toutefois, des difficultés à surmonter, qui se font plus pressantes. Nous vivons toujours dans l'une des régions les plus prospères, pacifiques et libres de la planète. Nous devrions en prendre conscience et nous souhaitons que cela continue d'être le cas. C'est pourquoi nous devons accorder la priorité à la sécurité, sans laquelle la liberté et la prospérité sont impossibles. Les autorités publiques ont, avant toute chose, le devoir de protéger leurs citoyens et de préserver l'État de droit dans nos sociétés.

La famille politique du PPE est à l'avant-garde des efforts déployés pour faire de l'Europe un endroit plus sûr. En effet, les représentants de nos partis membres allient compétences en matière de sécurité, engagement ferme vis-à-vis de leurs valeurs et prise en considération des inquiétudes qui ont gagné récemment de nombreux citoyens. Nos travaux s'articuleront plus particulièrement autour de quatre thèmes: protection de nos frontières extérieures, lutte contre l'immigration illégale, lutte contre le terrorisme et lutte contre la criminalité organisée et la corruption.

Dans ces domaines, le renforcement de l'État de droit, une action efficace des services répressifs et judiciaires, des services de renseignement de qualité, un échange efficace d'informations et une société civile forte et résistante, solidement ancrés dans les valeurs fondamentales de l'Union, sont une condition préalable à la préservation et au renforcement de notre sécurité. Par ailleurs, nous devons améliorer et renforcer le rôle de l'Union européenne sur la scène internationale. Notre Union est fondée sur des valeurs et œuvre pour la paix dans le monde entier. L'Union européenne et ses États membres doivent améliorer leur coopération et continuer de mettre en place les moyens nécessaires pour accroître la stabilité, renforcer la prospérité et soutenir l'État de droit dans le reste du monde. Cela est un préalable pour garantir la paix et la sécurité en Europe.

1. Protection des frontières extérieures

La protection des frontières extérieures de l'Union, en particulier de l'«espace Schengen», est une condition préalable pour pouvoir se déplacer sans frontière et pour avoir un marché interne sans frontières. Elle constitue également une pierre angulaire de la cohésion de nos sociétés. La protection et la surveillance des frontières forment un pilier de tout État capable de fonctionner. Nous assumons conjointement la responsabilité de garantir un contrôle efficace de nos frontières extérieures, de telle sorte que le déplacement sans frontière

puisse être maintenu dans l'espace Schengen. Il est tout aussi important d'aider les pays voisins non membres de l'Union européenne à protéger leurs frontières.

Ces dernières années, le PPE a fait preuve de détermination pour relever ce défi. Nous avons encouragé la coopération entre les gouvernements nationaux en ce qui concerne le partage de données. Nous sommes résolus à conjuguer ces efforts et à prendre des mesures supplémentaires.

Le PPE insiste sur le fait qu'il convient de rendre les frontières extérieures de l'Union européenne imperméables à la migration illégale, en rompant en particulier le lien entre les sauvetages en mer et l'accès au territoire de l'Union, en accord avec le droit international.

Seuls les réfugiés qui ont réellement besoin d'une protection en accord avec le droit international peuvent emprunter les voies légales. Notre proposition relative à la politique de réinstallation de l'Union européenne esquisse les contours des procédures communes en matière de réinstallation des réfugiés de pays tiers. Ces procédures doivent comprendre des contrôles de sécurité approfondis et des processus de sélection, de façon à offrir une protection aux plus vulnérables et à fermer les itinéraires du trafic de migrants. Compte tenu de la situation actuelle en matière de sécurité et de la menace constante que représentent les combattants de l'État islamique de retour dans leur pays d'origine, il est primordial de contrôler l'identité de chaque personne qui pénètre sur le territoire de l'Union. Le PPE a pour priorité de déployer le système de comparaison des empreintes digitales (EURODAC) pour les demandeurs d'asile à l'échelle de l'Union européenne. Ce système permet aux États membres de stocker et de rechercher des données sur les personnes réputées être en séjour irrégulier sur le territoire de l'Union européenne et de faciliter leur retour dans leur pays d'origine. Le système EURODAC, qui est une réussite majeure de notre famille politique, doit être utilisé par l'ensemble des États membres.

A partir de Frontex, un corps européen de garde-frontières et de garde-côtes a été créé afin d'empêcher les passages de frontières illégaux, sur terre comme sur mer. Ce corps européen doit être renforcé pour apporter un soutien aux garde-frontières et garde-côtes des États membres mais aussi des pays en dehors de l'UE. Le corps européen de garde-côtes et garde-frontières devraient également avoir un rôle plus important dans le rapatriement des migrants illégaux. Il convient d'accorder une assistance particulière aux États membres qui portent un lourd fardeau, après leur accord préalable. Nous souhaitons améliorer la gestion de nos frontières extérieures et, à cette fin, nous devons engager les ressources humaines et financières nécessaires. Les États membres en dehors de l'espace Schengen, qui ont déjà joué un rôle important dans la protection des frontières extérieures devraient aussi recevoir toute l'aide nécessaire des partenaires l'UE.

Depuis 2015, grâce à la combinaison d'un contrôle efficace aux frontières et d'accords conclus avec des pays tiers, le nombre d'arrivées a diminué de façon significative. Cependant, trop nombreux sont ceux qui continuent de risquer leur vie en essayant d'entrer

illégalement en Europe. Nous devons, par conséquent, poursuivre nos efforts afin d'assurer une protection efficace de nos frontières extérieures.

2. Lutte contre la migration illégale

La migration illégale peut être une source de tension sociale et peut éventuellement déstabiliser nos sociétés. La criminalité et la menace terroriste inquiètent de nombreux citoyens. Tandis que la guerre et l'instabilité dans les pays du voisinage de l'Europe ont entraîné des flux de réfugiés, en particulier en provenance du Moyen-Orient, la migration illégale a augmenté de façon significative compte tenu de l'absence de perspectives économiques dans les pays d'origine.

Nous devons lutter contre les trafiquants d'êtres humains, notamment en Méditerranée, au moyen d'une approche coordonnée et en coopération avec les forces navales des États membres, de l'OTAN et des pays voisins. Il ne saurait être question de laisser aux trafiquants d'êtres humains la possibilité de décider qui peut atteindre l'Europe.

La coopération avec les pays de transit est essentielle : l'accord conclu entre l'Union européenne et la Turquie, tout comme la fermeture de la «route des Balkans», a largement contribué à résoudre la crise migratoire de 2015-2016. Cependant, il convient que l'Union européenne continue de porter une attention particulière à la situation des droits civils et humains en Turquie. Partout dans le monde, les réfugiés ont droit à la protection, à la sécurité, à l'autonomie et à l'égalité de traitement.

Le PPE souhaite s'attaquer aux causes profondes de la migration illégale; par conséquent, il convient d'offrir de nouvelles perspectives aux personnes vivant en Afrique. La croissance démographique insoutenable du continent, l'absence de perspectives économiques, les effets du changement climatique ainsi que la corruption et la mauvaise gouvernance ne peuvent pas être ignorés: c'est la raison pour laquelle le fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique a été lancé. Nous souhaitons créer des perspectives d'emploi et contribuer à la stabilité et à la gouvernance en Afrique. Nous devons venir en aide aux personnes dans leur pays d'origine. Il nous faut investir dans les objectifs de développement durable et élaborer des plans avec les pays africains pour réduire la croissance démographique, notamment à travers l'investissement et l'accès aux soins de santé, ainsi qu'en assurant l'émancipation des femmes et en renforçant leurs droits.

Une coopération plus étroite avec les pays d'origine s'impose. L'agenda européen en matière de migration a été établi pour veiller à ce que les pays tiers réadmettent et réintègrent les migrants illégaux tout en respectant les obligations humanitaires, ce qui finira par entraîner une réduction du nombre de primo-arrivants. En outre, grâce à la création de zones de sécurité en dehors du territoire de l'Union européenne, les migrants se verront offrir un abri et un espoir plus près de leur pays d'origine. Le PPE est convaincu que l'Union européenne a une obligation humanitaire à l'égard des réfugiés. Par conséquent, l'UE

devrait soutenir les réfugiés et promouvoir la protection des droits des migrants dans les pays tiers et les pays d'origine.

En Europe, nous avons une responsabilité commune. C'est pourquoi le PPE œuvre en faveur d'une harmonisation des systèmes d'asile nationaux dans les États membres afin de garantir une égalité de traitement des réfugiés dans l'ensemble de l'Union. Un tel système d'asile doit évidemment tenir compte de notre obligation humanitaire, mais également de la sécurité de notre continent et de la capacité de nos sociétés à intégrer les réfugiés. Il y a lieu, dès lors, de faire la distinction entre ceux qui remplissent les conditions d'asile et les migrants économiques. Il revient aux États membres de l'Union européenne de décider de la meilleure façon d'intégrer les personnes auxquelles ils ont accordé l'asile ou le statut de réfugié. Par ailleurs, il convient que les États membres de l'Union européenne assurent efficacement le retour des migrants en situation irrégulière. L'Union européenne a amélioré de façon significative sa coopération avec les pays d'origine en ce qui concerne le retour et la réadmission des migrants. Néanmoins, il reste encore beaucoup à faire, une politique crédible en matière de retour étant un élément important d'une politique d'asile efficace.

[cdH/BE : remplacer la phrase suivante Tout en affirmant que le droit d'asile fait partie de nos engagements internationaux, il convient de vérifier le droit d'asile de chaque personne en dehors des frontières de l'Union européenne par « Le droit d'asile fait partie de nos engagements internationaux. Cependant, le droit d'un individu à l'asile devrait être vérifié en dehors des frontières de l'UE afin d'empêcher l'immigration « illégale » ou pour protéger les migrants des dangers du voyage. » Tout en affirmant que le droit d'asile fait partie de nos engagements internationaux, il convient de vérifier le droit d'asile de chaque personne en dehors des frontières de l'Union européenne. Il faut empêcher les abus en matière de droit d'asile. Il faudra du temps pour mettre ce programme en œuvre et de nombreux obstacles devront être surmontés; cependant, si nous tardons à relever ces défis, cela donnera lieu à une situation intenable.

3. Lutte contre le terrorisme

Bien que les attaques terroristes existent depuis des siècles, ce n'est que récemment, compte tenu leur variante djihadiste, que cela a affecté le sentiment de sécurité de nombre de nos concitoyens. Depuis les atrocités commises aux États-Unis le 11 septembre 2001, des attentats fortement médiatisés conçus pour faire le plus grand nombre de victimes possible et instaurer un climat de peur sont perpétrés de plus en plus fréquemment. Ces dernières années, l'Europe a été la cible de nombreux attentats terroristes, dont l'État islamique (EIL/Daech) a revendiqué la responsabilité. D'autres organisations islamistes, telles qu'Al Qaida, restent cependant actives sur le territoire européen. L'Union européenne a réagi en confiant de nouvelles compétences en matière de lutte contre le terrorisme à Europol, en concluant l'accord PNR (transfert et traitement des données des dossiers passagers) – bloqué par la gauche et les libéraux au Parlement européen pendant des années –, et en révisant le système d'entrée/de sortie pour de meilleurs contrôles aux frontières extérieures

de l'Union européenne. L'Union européenne a également mis en place de nouvelles règles pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et elle a pris des mesures décisives contre le trafic illicite d'armes à feu et d'explosifs. Nous veillerons à ce qu'à tous les niveaux de gouvernement, combattre le terrorisme et l'extrémisme soit une priorité absolue.

Nous devons continuer d'améliorer le financement et les ressources des forces de police et des services de sécurité et de renforcer la coopération et l'échange d'informations entre les États membres et les pays voisins. La réussite des contrôles aux frontières dépend de l'alimentation des bases de données en informations pertinentes et pratiques par l'ensemble des États membres. Une meilleure coopération au niveau des services de police et de renseignement est nécessaire, même si le terrorisme et l'extrémisme islamique doivent être combattus à la racine: l'éducation et l'enseignement sont les points de départ. Nous devrions promouvoir et encourager un islam rationnel en Europe, respectueux des valeurs européennes et de ses fondements culturels et philosophiques. Par ailleurs, il convient d'accorder une plus grande attention à la lutte contre l'extrémisme islamique, qui est particulièrement propice au développement du terrorisme. Si l'on empêchait les individus de diffuser leur idéologie extrémiste, il n'y aurait pas de terrorisme. De toute évidence, l'extrémisme non violent, par exemple le salafisme, représente une menace, car il promeut l'existence de sociétés parallèles et fermées et il attise l'hostilité à l'égard de la majorité des citoyens, même parmi les musulmans. Bien souvent, l'adhésion à un extrémisme non violent entraîne une radicalisation voire, au fil du temps, l'acceptation des idéologies djihadistes. Ces idéologies n'ont, dès lors, pas leur place dans nos sociétés et elles doivent être combattues à tous les niveaux. Les réseaux sociaux, tels que Facebook, Twitter et YouTube, sont des outils essentiels pour les groupes islamistes, qui s'en servent pour prôner la radicalisation et diffuser leur propagande de haine et d'intolérance. Par conséquent, il convient de surveiller étroitement les plateformes en ligne et nous devrions continuer de combattre et prévenir la radicalisation sur Internet et à travers les médias sociaux. La prévention de la radicalisation islamiste est un défi pour notre société dans son ensemble. Il y a lieu, dès lors, d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques d'intégration visant à intégrer socialement et culturellement les personnes issues de cultures différentes et à soutenir leur intégration économique sur le marché du travail. En conséquence, l'Union européenne et ses États membres devraient sanctionner les pays qui financent ou soutiennent le terrorisme islamiste, mais également intensifier leurs efforts pour lutter contre l'extrémisme non violent.

4. Lutte contre la criminalité organisée et la corruption

La corruption et la criminalité organisée vont de pair. Elles mettent en danger la paix, la cohésion sociale et la liberté et elles représentent une menace pour les citoyens, les entreprises, les institutions publiques et l'économie en Europe. La cybersécurité est un autre domaine d'importance stratégique, qui suscite de vives préoccupations. Pour parvenir à une

véritable approche paneuropéenne en matière de cybersécurité, il convient de concevoir et de mettre en œuvre une stratégie européenne commune dans ce domaine. Cela implique également des échanges réguliers à un niveau politique élevé, entre instances de l'Union européenne et entre États membres. Combattre le trafic de drogue doit continuer à être une priorité pour notre continent. Selon Europol, un cinquième de tous les profits du crime organisé provient du commerce de drogue en Europe.

La corruption et la criminalité organisée prospèrent dans des environnements où l'État de droit est fragile et elles sapent la confiance des citoyens à l'égard des autorités et d'autres institutions. Cet état de fait est souvent accentué par des facteurs externes, comme la Russie ces dernières années, et dans certains États membres de l'Union européenne.

La corruption coûte chaque année à l'Union européenne 120 milliards d'euros. Elle constitue une entrave aux échanges commerciaux et aux investissements, ainsi qu'au développement positif de la société en général.

Le crime organisé rend la vie des Européens moins sûre et détruit ou encore coûte chaque année des milliers de vies dans tous les États membres de l'UE.

Nous devons combattre la corruption grâce à une législation plus stricte et à des peines plus lourdes à l'encontre des auteurs de ces crimes. Le PPE et ses membres s'engagent à lutter contre la corruption et les comportements contraires à l'éthique en politique.

Projet de note d'orientation n° 2 du PPE

Une Europe pour tous: prospère et équitable

Créer une économie dynamique et compétitive

L'économie doit être au service de l'Homme et non l'inverse. L'Europe a besoin d'une économie ambitieuse, compétitive et axée sur la croissance, capable de créer des emplois et d'assurer un niveau de vie élevé à nos citoyens. Le PPE estime qu'une économie dynamique doit se fonder non seulement sur des chiffres et des statistiques, mais aussi sur des compétences, des talents et les capacités d'innovation de l'ensemble de sa population. L'Europe compte à son actif de nombreux résultats dont elle peut être fière. Nous devons donc mettre en lumière certaines tendances positives récentes. La zone euro et les économies européennes ont progressé de 2,4 % en 2017. En juin 2018, le taux de chômage se situait à 6,3 %, le taux le plus bas enregistré dans l'Union européenne depuis 2008. Le PPE souhaiterait poursuivre sur cette voie. Une économie dynamique et innovante est mieux à même de répondre aux défis majeurs du XXI^e siècle: elle est capable de tirer le meilleur parti de l'ère numérique dans le but de créer des emplois pour tous les secteurs de la société et elle offre une protection sociale à nos citoyens. Nous souhaitons renforcer la position de l'Europe en tant qu'acteur clé sur la scène internationale.

Le PPE estime inacceptable que des millions de jeunes Européens demeurent sans emploi. Les jeunes d'aujourd'hui sont les innovateurs et les créateurs de richesses de demain. Notre avenir dépend d'eux. Le PPE ne peut accepter que les crises récentes laissent en héritage une «génération perdue» de jeunes gens. Ainsi, nous continuerons de jouer un rôle de premier plan pour ce qui est de veiller à ce que les jeunes intègrent mieux le marché du travail et la société dans son ensemble. Une société plus inclusive est une société qui croit à l'égalité entre les générations, une société caractérisée par une économie équitable dans laquelle toutes les générations ont les mêmes chances de réaliser leur potentiel.

Nous sommes confrontés à des évolutions démographiques alarmantes: la population vieillit et la natalité est faible. Nous devons y répondre avec des politiques respectueuses de la famille **[FIDESZ/HU : ajouter «, tels que des avantages fiscaux pour les familles avec enfants »]**. La solidarité entre les générations en fait partie intégrante. Notre économie dépend de plus en plus d'emplois qui requièrent des niveaux de compétences plus élevés. Investir dans une éducation de qualité et dans la formation tout au long de la vie pour tous joue un rôle essentiel dans la réalisation de cet objectif.

Certains pays de l'Union européenne souffrent d'un manque de main-d'œuvre suffisamment qualifiée, tandis que dans d'autres États, le taux de chômage est élevé. Pour surmonter ces problèmes, nous encourageons un mouvement transfrontalier des travailleurs plus efficace au sein de l'Union européenne. Depuis 2005, l'Union européenne

pense que la gestion des migrations peut contribuer à fournir aux économies européennes les talents dont elles ont besoin. À cette fin, elle a adopté la directive sur le permis unique et la directive carte bleue pour faciliter les séjours de longue durée et contribuer à attirer des travailleurs hautement qualifiés. Bien que notre priorité consiste à combler les besoins de l'économie en matière de travailleurs qualifiés issus de l'Union européenne, nous avons également besoin d'une approche ciblée en matière de migration prenant en considération les compétences des États membres.

Inclusion sociale et meilleures perspectives pour tous les citoyens européens

Nous souhaitons un avenir meilleur pour l'ensemble de nos citoyens. Tel est notre objectif principal. Et pourtant, bien que l'Europe ait renoué avec la croissance et que des emplois soient créés, les crises économiques de ces dix dernières années ont laissé de nombreuses personnes, familles et communautés dans le besoin. En tant que défenseur de l'économie sociale de marché, le PPE estime que seules une économie compétitive et résiliente, l'égalité des chances et une société plus inclusive peuvent garantir une reprise durable. Il convient, dès lors, de veiller à mettre en place des politiques inclusives, dont chaque citoyen et chaque frange de la société peuvent bénéficier.

Pour la plupart des citoyens, un emploi constitue non seulement la principale source de revenus, mais également un facteur d'autonomie et le meilleur rempart contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Croire à l'économie sociale de marché implique de croire en l'être humain. Cela implique également de soutenir les personnes qui rencontrent des difficultés et de les traiter avec respect tandis qu'elles sont dans l'attente d'un emploi. Par conséquent, le PPE estime qu'il convient de donner la priorité aux politiques actives qui permettent aux personnes de réintégrer le marché du travail aussi rapidement que possible. Dans ce contexte, un dialogue social efficace est crucial afin de trouver un équilibre entre une économie hautement compétitive et l'équité. Seule l'économie sociale de marché - et non des politiques de dépenses à court terme - peut garantir une Europe socialement inclusive et durable.

Le monde du travail évolue constamment, en raison de la mondialisation et de la numérisation. Les systèmes de protection sociale, fondés sur des marchés du travail performants, sont dès lors confrontés à de nouveaux défis. Conformément aux principes du socle européen des droits sociaux, le PPE veut veiller à ce que tous les travailleurs, quel que soit leur statut professionnel, soient suffisamment couverts par des systèmes de sécurité sociale efficaces et soutenus lorsqu'ils font face à des incertitudes économiques. Le bien-être des personnes concernées et de leur famille s'en trouvera amélioré, ce qui sera bénéfique pour les économies et les sociétés européennes dans leur ensemble. Par conséquent, notre proposition concernant l'accès à la protection sociale a pour objectif de soutenir les personnes qui, en raison de leur statut professionnel, ne sont actuellement pas suffisamment couvertes par les régimes de sécurité sociale. Sont concernés les personnes

qui n'occupent pas un emploi standard à temps plein et les travailleurs qui ont un contrat à durée déterminée.

Promouvoir des échanges commerciaux libres, équitables et fondés sur des règles

L'Europe est un continent dont la prospérité repose en grande partie sur les échanges commerciaux. Avec plus de 30 millions d'emplois, soit un sur sept, le commerce est un moteur essentiel de la création d'emplois dans l'Union européenne, qui dépend déjà des échanges commerciaux avec le reste du monde. Considérée comme une seule entité, l'Union européenne représente la plus grande économie au monde; elle peut s'exprimer d'une voix forte pour modeler la mondialisation sur la base de nos valeurs traditionnelles que sont la gouvernance démocratique, le respect des droits de l'homme, l'égalité entre les femmes et les hommes et l'État de droit. Le PPE reconnaît que de nombreux citoyens européens ont exprimé leur inquiétude légitime quant aux conséquences néfastes que les accords commerciaux pourraient avoir à court terme, bien qu'ils stimulent la croissance à long terme. Ils craignent que, dans une économie en rapide mutation, certaines personnes soient marginalisées. Pour répondre à ces préoccupations, les futurs accords commerciaux garantiront des conditions égales et incluront des mesures de contrôle, telles que des processus d'examen régulier et des comités bilatéraux traitant de sujets précis comme la durabilité, les protections géographiques, les services publics et les marchés publics.

Le soutien du PPE en faveur d'échanges commerciaux libres, équitables et fondés sur des règles s'inscrit dans la tentative de préserver les normes européennes (notamment la sécurité, la qualité et la durabilité des produits) et de promouvoir les produits européens. Pour ce faire, le PPE refusera tout compromis à propos de normes moins strictes et de niveaux de protection inférieurs. Au contraire, nous nous mobiliserons pour faire en sorte que les normes européennes deviennent les normes établies des échanges commerciaux du XXI^e siècle. Il faudra pour cela conclure des accords commerciaux démocratiquement responsables. Le PPE soutient les efforts de la Commission européenne visant à fournir autant d'informations que possible sans affaiblir la position de négociation de l'Union européenne dans les discussions commerciales; nous confirmons le rôle du Parlement européen et du Conseil des ministres, chargés d'amener une plus grande transparence et une plus grande responsabilité dans ce processus.

Il importe de souligner que le PPE s'oppose fermement aux pratiques commerciales déloyales par l'intermédiaire de mesures antidumping et antisubventions strictes. Les instruments de défense commerciale et un cadre pour l'examen des investissements étrangers directs contrôlés par l'État doivent être utilisés pour maintenir l'engagement de l'Union européenne envers les marchés ouverts et les échanges commerciaux équitables et fondés sur des règles. Cela inclut également le dumping fiscal par des pays tiers. Nous voulons veiller à ce que les procédures soient suivies et à ce que les intérêts de l'Union européenne soient pris en considération.

Comme le Brexit l'a montré, l'Union européenne dans son ensemble obtient de bien meilleurs résultats quand il est question d'accords commerciaux. Les différents États membres n'ont pas les moyens de se défendre contre un géant mondial tel que la Chine. Si nous restons unis et adhérons à nos principes, nous pouvons soutenir la concurrence à l'échelle mondiale.

L'économie numérique, la recherche et le développement

L'économie numérique est en train de remodeler notre société, notre industrie et notre économie. Elle modifie la manière dont nous communiquons, faisons des affaires, fabriquons des produits, fournissons des services et voyageons. Il convient de compenser la perte d'emplois résultant de la numérisation croissante par de nouveaux modèles économiques capables de créer des emplois, tels que l'économie du partage. Des périodes d'adaptation peuvent, toutefois, être à l'origine d'un sentiment d'insécurité chez certains citoyens quant à leurs perspectives d'avenir. Dans ce contexte, le PPE soutient la stratégie pour un marché unique numérique de la Commission européenne et continue de promouvoir une approche ambitieuse en ce qui concerne sa mise en œuvre par les États membres. L'objectif doit être la mise en place d'un cadre juridique vraiment homogène dans l'ensemble des États membres. Les Fonds structurels de l'Union européenne devraient être utilisés pour accroître la couverture dans toute l'UE de l'internet haut débit. Par ailleurs, le PPE soutient les politiques qui cherchent à combler le fossé numérique qui existe entre les États membres. Le PPE se déclare également plus que jamais convaincu de la nécessité d'œuvrer activement pour veiller à ce que tous les citoyens puissent disposer des compétences qui leur permettront de s'épanouir dans l'économie numérique. L'accès à l'éducation et à la formation, notamment à la reconversion professionnelle et à l'apprentissage tout au long de la vie, constitue la meilleure protection pour les citoyens, y compris pour les travailleurs plus âgés, alors qu'ils sont confrontés aux transformations induites par la numérisation des emplois. Dans le même temps, nous n'ignorons pas que la numérisation ne peut pas remplacer le besoin de contact social, la confiance et les valeurs locales et qu'elle ne doit pas non plus entraîner une discrimination envers des citoyens qui, en raison de leur âge, d'un handicap ou pour d'autres raisons, ne sont pas en mesure d'utiliser les outils numériques.

Pour faire progresser la position de l'Europe dans l'économie mondiale, le renforcement de notre investissement dans la recherche et le développement doit représenter une priorité essentielle. Cela permettra aux entreprises européennes, aux petites et moyennes entreprises (PME), aux exploitants individuels et, en fin de compte, aux citoyens européens, de bénéficier des nouvelles technologies et de méthodes de production plus efficaces. À l'heure actuelle, les dépenses par habitant que les États-Unis consacrent à la recherche et au développement sont deux fois plus importantes que celles de l'Union européenne. Le PPE appelle les États membres à investir bien davantage dans la recherche et le développement et à mettre en place des régimes fiscaux favorisant les investissements et

les dépenses consacrés à la recherche et au développement. Par ailleurs, nous demeurons résolu à promouvoir l'investissement (sur la base d'un critère d'excellence) dans les technologies de nouvelle génération et à utiliser des mécanismes tels qu'Horizon 2020, les Fonds structurels et d'investissement européens et le Fonds européen pour les investissements stratégiques afin d'accélérer la recherche et de stimuler l'innovation.

Pour y parvenir, l'Union européenne a besoin d'un budget bien financé, efficace et flexible lui permettant de relever les défis et de saisir les occasions qui se présentent. Chaque euro dépensé doit améliorer la vie des citoyens et leur apporter la prospérité et la sécurité.

[ND/GR : ajouter « Dans cette direction, nous devrions augmenter les financements publics et privés pour les programmes de recherche et développement, en fournissant des incitations fiscales aux dépenses en recherche et innovation. De plus, le PPE devrait relier constamment la recherche et l'éducation avec le processus de production. La mise en œuvre d'une stratégie de cyberadministration est nécessaire pour accélérer et simplifier les procédures dans l'administration publique.]

Renforcer le marché unique et l'euro

Nous croyons dans notre union économique et monétaire (UEM). Par le passé, de nombreux citoyens européens en ont retiré d'importants bénéfices et nous sommes convaincus qu'à l'avenir, notre Union restera une source de prospérité et de stabilité. Le PPE soutient l'achèvement de l'UEM, qui repose sur les principes fondamentaux de convergence, d'équité, de résilience, de flexibilité et de solidarité. En particulier, les principes de responsabilité et de contrôle ainsi que de solidarité et de responsabilité ne doivent pas être séparés. Les décisions prises au niveau national exigent une responsabilité au niveau national. **[CDU/DE : ajouter « Cela doit être particulièrement respecté pour ce qui concerne les dettes nationales. Nous rejetons l'émission d'eurobonds. »]**Seule une union bancaire solide permettra d'éviter que les budgets nationaux soient contraints de renflouer les institutions financières. Nous avons besoin d'une garantie des dépôts européenne. Cela est seulement possible une fois que les risques dans le système bancaire européen sont significativement réduits. **[CDU/DE : ajouter Cela concerne en partie la réduction des prêts non performants et du privilège réglementaire des obligations d'État].** La zone euro requiert plus d'efforts politiques pour faire en sorte que le marché unique fonctionne bien. En principe, nous souhaitons nous éloigner de la mentalité qui prône une construction du marché unique secteur par secteur. Nous envisageons un avenir dans lequel tous les secteurs seront pris en considération, dans l'ensemble des États membres, dans le cadre du marché unique européen.

Lutter contre l'évasion fiscale

Le modèle d'économie sociale de marché est fondé sur le principe selon lequel tout le monde contribue équitablement à fournir les services dont nous bénéficions tous. Toutes les entreprises, quelle que soit leur taille ou leur origine, doivent en général être traitées de

façon similaire. Il ne peut pas y avoir de failles dont certaines entreprises ou certains individus pourraient tirer parti pour bénéficier d'avantages financiers ou autres. Par souci d'équité, nous devons réprimer l'évasion fiscale et éviter que quelques-uns portent le fardeau pour le bien du plus grand nombre. Le PPE reconnaît que la fiscalité est une compétence nationale, mais l'Union européenne doit également contribuer à lutter contre l'évasion fiscale. Le PPE appelle les États membres à veiller à ce que leurs systèmes fiscaux nationaux traitent équitablement l'ensemble des entreprises et des personnes, sur la base du principe d'égalité, et à veiller à ce que les impôts soient payés là où les bénéfices sont réalisés, tout en évitant la double imposition. Le PPE invite aussi les États membres et la Commission européenne à jouer un rôle de premier plan dans les efforts déployés par la communauté internationale pour lutter contre l'évasion fiscale, y compris par l'intermédiaire d'organisations telles que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

[ND/GR : ajouter : Pour s'attaquer aux questions d'évasion fiscale, il est nécessaire d'améliorer la coopération et d'harmoniser les cadres fiscaux au niveau européen, l'échange automatique d'information pour lutter plus rapidement et plus efficacement contre l'évasion fiscale transfrontalière, de créer un cadre plus efficace et plus stricte pour faire face à la question des paradis fiscaux qui encouragent les pratiques fiscales abusives et d'aligner, au niveau mondial, les règles de taxation pour l'économie numérique,

Remédier à la hausse des prix et reconstruire une classe moyenne ambitieuse

Dans certains États membres, les coûts de location ou d'achat d'un logement progressent plus vite que les revenus. Dans d'autres, la charge fiscale pour les familles de la classe moyenne a augmenté de manière significative en raison des crises économiques de la dernière décennie. De nombreux jeunes craignent aujourd'hui de vivre dans des conditions de vie pires que celles de leurs parents. Pour remédier à ces problèmes, le PPE se dit convaincu que tous les citoyens devraient avoir la possibilité d'améliorer leur niveau de vie grâce à l'entreprise privée et au travail. Le PPE est favorable à la reconstruction d'une classe moyenne ambitieuse en tant que composante essentielle de la société et soutient la réduction des impôts sur le travail afin de stimuler la croissance et l'investissement.

Projet de note d'orientation n° 3 du PPE

Une Europe durable

Nous n'avons qu'une seule planète sur laquelle vivre et nous devons gérer ses ressources limitées de manière responsable et durable pour le bien des générations présentes et futures. L'accord de Paris sur le climat et les Objectifs de Développement Durable de l'Agenda 2030 des Nations Unies ont établi un cadre pour un avenir plus durable. Le Parti populaire européen continuera de soutenir l'Union européenne en tant que force motrice de politiques européennes et internationales fondées sur les principes de l'économie sociale de marché. C'est dans ce cadre général que l'Union européenne joue un rôle décisif, en répondant aux préoccupations de nos citoyens et en s'employant à améliorer leur existence.

S'engager à lutter contre le changement climatique

Bien qu'il soit pertinent de se préoccuper des générations futures, les effets du changement climatique se font déjà sentir. Nous souhaitons que l'Union européenne fasse pression pour que nos partenaires se fixent des objectifs plus ambitieux.

Au niveau européen, le PPE se félicite de l'adoption d'objectifs de réduction des émissions de CO² d'ici à 2030 et d'instruments législatifs pour atteindre ces objectifs dans les secteurs industriel, non industriel et forestier. Un prix du carbone approprié, couplé à une protection adéquate contre les fuites de carbone, sera essentiel pour que ces politiques puissent garantir un juste équilibre, incitent à investir dans des solutions sobres en carbone et modèlent notre futur système énergétique. Les objectifs doivent s'accompagner d'un renforcement de la coordination; le PPE encourage, dès lors, tous les niveaux de gouvernance à coopérer avec les parties prenantes concernées, notamment les citoyens, les industries, les universités et les ONG. Le PPE soutient tous les efforts visant à appliquer un prix du carbone approprié au niveau international ou, du moins, dans le Groupe des 20 (G20).

Les effets du réchauffement climatique se feront le plus gravement sentir dans les régions déjà vulnérables. Les changements climatiques accroîtront les niveaux de pauvreté, les pressions migratoires et les conflits dans les pays en voie de développement.

Ouvrir la voie à une transition propre

La production et la consommation d'énergie sont responsables d'environ deux tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES). Dans l'Union européenne, 55 % des émissions proviennent du secteur énergétique. Pour que l'Union européenne puisse atteindre ses objectifs de réduction de CO² au cours de la prochaine décennie, il importe de fixer des objectifs à la fois réalistes et flexibles, mais également ambitieux, en ce qui

concerne l'essor des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, notamment dans les bâtiments. Atteindre les objectifs énergétiques et climatiques européens exigera un ensemble d'investissements qui continueront à constituer une contribution fondamentale à la décarbonisation de l'économie entière. Par conséquent, il est primordial de s'assurer que ces investissements soient faits et ce, au moindre prix, que ce soit au niveau européen ou national. Le PPE appuie l'accélération de la création de l'Union de l'énergie ainsi que le renforcement de l'utilisation d'une énergie sobre en carbone pour diminuer la dépendance de l'Union européenne aux importations d'énergie à partir de régions instables, conformément au droit des États membres de déterminer leur bouquet énergétique. Il est essentiel que tous les États membres prennent des mesures pour décarboniser leur secteur énergétique et que l'Union facilite cette transition.

Le PPE donnera au marché les moyens d'une planification et d'investissements à long terme dans le domaine de l'innovation. Il sera nécessaire d'élaborer une vision stratégique concernant la politique industrielle de l'Union européenne pour préserver la compétitivité de l'industrie européenne tout au long de la transition entre les combustibles fossiles et les énergies sobres en carbone. Les technologies de captage, de stockage et de réutilisation du CO² peuvent faire progresser davantage la réduction des émissions de CO² et seront essentielles dans les régions qui dépendent encore du charbon. De plus, l'hydrogène à faible teneur en carbone pourrait jouer un rôle important pour décarboniser les secteurs du transport et de l'énergie. La dimension sociale de la transition ne peut pas être ignorée et le PPE promouvra des programmes de requalification afin que les citoyens puissent améliorer leurs compétences à mesure que les technologies évoluent.

Vers une mobilité sobre en carbone

Le secteur du transport est responsable d'un quart des émissions de GES de l'Union européenne et, contrairement à d'autres secteurs, les niveaux de ces émissions ont augmenté ces dernières années. Le PPE estime que le secteur du transport routier de l'Union européenne dispose d'un potentiel énorme en ce qui concerne le rendement d'utilisation du carburant et l'innovation dans le domaine des technologies propres à faible intensité en carbone, conformément aux propositions réalistes concernant la réduction des émissions de CO², d'oxyde d'azote et de particules fines visant à induire des changements à long terme. Par conséquent, nous souhaitons progresser vers une forme de mobilité durable, ne consommant que peu d'énergie et respectueuse de l'environnement. Nombreuses sont les nouvelles technologies prometteuses qui progressent rapidement, telles que l'électrification des véhicules, l'utilisation de l'hydrogène et biocarburants avancés. Cependant, il n'existe pas de solution miracle et, au lieu de miser sur une technologie unique, le PPE pense que ce sont le marché et les consommateurs qui détermineront la meilleure approche. En outre, il n'est pas certain que toutes les technologies soient applicables dans l'ensemble des États membres, compte tenu des

différents bouquets énergétiques. Par conséquent, il convient d'explorer toutes les pistes pour une mobilité sobre en carbone. Dans le même ordre d'idée, il est essentiel de combiner différents modes de transport de marchandises, avec une préférence pour le transport non routier (par chemin de fer et par bateau). Ce transfert vers des modes de transport moins polluants et consommant moins d'énergie peut contribuer à réduire l'incidence globale du secteur du transport sur l'environnement. Les villes intelligentes, la planification urbaine efficace, l'économie du partage ou les évolutions en matière de véhicules autonomes contribueront à réduire les émissions dues aux transports. Le PPE souhaite que l'Union européenne fasse pression afin que la communauté internationale redouble d'efforts pour réduire les émissions liées aux secteurs maritime et aéronautique. Un engagement ferme au niveau européen sera ensuite nécessaire pour maintenir la contribution de ces secteurs à la réalisation des objectifs climatiques européens.

Mettre en place une économie circulaire

Les évolutions technologiques ont ouvert la voie au développement d'une économie circulaire, dans laquelle les déchets peuvent constituer une ressource précieuse. Le cycle de vie d'un produit doit être planifié, de sa fabrication à la fin de son utilisation, pour que les produits puissent rester en circulation au lieu d'être jetés. Le PPE a salué la récente adoption d'une législation visant à augmenter les taux de recyclage et à limiter la mise en décharge, afin que l'Union européenne cesse de gaspiller 2,5 milliards de tonnes de matières premières. Par ailleurs, 80 000 nouveaux emplois peuvent être créés et la croissance économique peut se chiffrer à plusieurs milliards.

La préoccupation croissante du public à l'égard de la pollution plastique, en particulier dans les océans, doit être davantage prise en considération. Le PPE soutiendra les initiatives visant à garantir que l'ensemble des emballages en plastique sur le marché européen soit recyclable avant la fin de la prochaine décennie. L'utilisation de plastiques à usage unique sera réduite et le recours intentionnel aux microplastiques sera limité. Le développement d'une bioéconomie stimulera les efforts de l'Union européenne visant à réduire les déchets tout en renforçant sa compétitivité et en créant des emplois pertinents. La préservation de la qualité de notre eau potable constitue également une étape dans la voie vers une économie circulaire. La quantité astronomique de déchets et la pollution plastique étant des problèmes mondiaux, le PPE encourage la communauté internationale à renforcer sa coopération pour relever ces défis.

Agriculture durable

Le rôle de l'agriculture européenne consiste à fournir à nos citoyens des denrées alimentaires suffisantes, saines et de qualité à un prix raisonnable, tout en assurant un revenu d'exploitation viable en améliorant la compétitivité du secteur et en développant les zones rurales de l'Union européenne. Le PPE soutient la transition en cours vers un modèle

agricole plus durable axé sur une production de qualité, la réduction des terres, de l'eau et de l'énergie utilisées, la diminution des émissions et l'adaptation au changement climatique. La future politique agricole commune devra continuer de permettre aux agriculteurs de préserver le sol, l'eau et l'air de l'Union européenne, de protéger la biodiversité et d'améliorer le bien-être animal. L'utilisation durable des pesticides devrait être ancrée davantage dans les pratiques agricoles, conformément à une politique basée sur la science. La future politique agricole commune veillera à ce que les agriculteurs reçoivent un soutien adéquat afin d'atteindre ces objectifs. L'importance donnée à une alimentation saine contribuera à lutter contre l'obésité et la malnutrition. Parallèlement, il est essentiel pour le PPE que la qualité des denrées alimentaires soit la même dans l'ensemble des États membres. L'agriculture intelligente et l'agriculture de précision peuvent contribuer davantage au verdissement de l'agriculture tout en créant de nouveaux emplois dans les zones rurales et en permettant un renouvellement des générations.

Créer des emplois verts et stimuler l'innovation

La transition vers une économie sobre en carbone est une grande chance pour l'Union européenne. Les investissements dans l'innovation industrielle et les technologies propres favoriseront la croissance et la compétitivité, développeront les futures compétences et créeront des millions d'emplois. Dans ce cadre, il est essentiel que l'Union européenne et ses États membres soutiennent une éducation ciblée et, en particulier, qu'ils promeuvent une politique visant à inclure un plus grand nombre de femmes dans ces domaines de l'éducation. Le PPE souhaite que l'industrie européenne reste en Europe et qu'elle soit le moteur du changement. Le soutien à la recherche et au développement dans l'Union européenne peut lui permettre de rattraper son retard sur ses concurrents et de devenir le leader mondial en matière d'innovation. L'efficacité énergétique et la diminution des émissions de CO² stimuleront davantage nos économies en réduisant les coûts et en réalisant des économies. Le PPE veillera à ce que les petites et moyennes entreprises soient préparées à la transition vers une économie sobre en carbone et à ce qu'elles puissent acquérir les nouvelles compétences nécessaires. Le futur budget de l'Union européenne devrait également refléter ces priorités.

Projet de note d'orientation n° 4 du PPE

Une Europe qui défend nos valeurs et nos intérêts dans le monde

Alors que le monde change et que les défis en matière de sécurité se multiplient, les citoyens européens attendent de l'Union européenne qu'elle les protège mieux contre les menaces. Le PPE est en première ligne pour promouvoir la coopération euro-atlantique et le renforcement du rôle de l'Union européenne dans les domaines de la défense et de la sécurité. Nous reconnaissons que, dans un monde de plus en plus instable, les Européens doivent, plus que jamais, prendre leur destin en main. Nous avons besoin d'une Union européenne de sécurité et de défense qui appréhende les menaces pour la sécurité d'aujourd'hui et de demain, en mettant l'accent sur notre propre résilience, en luttant contre les menaces dans notre voisinage et en contribuant à résoudre les problèmes de sécurité mondiale. Il nous faudra agir en coordination avec nos partenaires transatlantiques et avec l'OTAN.

Nos valeurs et nos intérêts

L'Union européenne est fondée sur des principes qui ont pour objectif de préserver la paix, notre mode de vie, la démocratie et la prospérité, l'égalité et les droits de l'homme. Le seul monde sûr est un monde multilatéral fondé sur des règles. Ces valeurs font défaut dans les dictatures et les régimes autoritaires, qui seront dès lors toujours une source d'instabilité et d'incertitude, menaçant l'ordre mondial fondé sur des règles. Le soutien à la démocratie et à l'État de droit, à la fois dans l'Union européenne et à l'échelle mondiale, doit rester une pierre angulaire de notre politique. Par ailleurs, la réduction de l'espace accordé à la société civile dans les pays autoritaires peut poser des risques pour notre propre sécurité. Nous devrions nous efforcer d'enrayer la progression de l'autoritarisme et de réduire son influence dans nos sociétés. L'engagement de la communauté internationale en faveur de la démocratie peut être obtenu en nouant des liens plus étroits avec la société civile à travers des organisations telles que le Fonds européen pour la démocratie. En outre, la bonne gouvernance doit occuper une place plus importante dans les efforts que nous déployons pour apporter la stabilité aux régions concernées. À travers le monde, les mouvements démocratiques sans stratégie pour une bonne gouvernance vont soit perdre leur pouvoir, soit recourir à des moyens antidémocratiques pour le conserver. Dans ce contexte, nous devons renforcer la coordination avec nos partenaires transatlantiques, en particulier avec la société civile et le Congrès américains, avec les gouvernements démocratiques amis à travers le monde ainsi qu'avec les institutions transnationales. La conditionnalité politique doit rester un élément de toutes les formes de coopération économique avec nos partenaires. Des incitations au renforcement de l'État de droit, de la démocratie et des droits civils doivent être incluses dans chaque accord puis mises en œuvre.

Notre force est notre meilleure défense

À l'heure actuelle, les menaces qui pèsent sur notre mode de vie, notre liberté et notre prospérité ne sont pas exclusivement externes. Depuis 2015, le terrorisme djihadiste est devenu une menace interne et externe. Il est favorisé par des acteurs qui ont la capacité d'agir au niveau mondial, tels qu'Al Qaida et l'EIL/Daech. Les tentatives d'influence de nos politiques et de nos sociétés, par l'intermédiaire de la corruption politique, de la guerre de l'information, de la désinformation et du soutien direct ou indirect de partis et de mouvements, constituent une autre menace émergente. La Fédération de Russie en est l'exemple le plus frappant, mais la Chine, la Turquie et certains États du Golfe ont également commencé à s'ingérer dans les affaires de l'Union européenne et de son voisinage, avec toujours plus d'intensité. De ce fait, les défis externes sont devenus des dangers internes.

La défense contre ces menaces nouvelles ou renforcées commence à l'intérieur de nos frontières. Il convient que les États membres modernisent leurs infrastructures de lutte contre les attaques électroniques et qu'ils renforcent leurs capacités en matière de cyberdéfense. L'Union européenne devrait assumer un rôle de coordination dans ce domaine, promouvoir de «bonnes pratiques» et transformer l'unité spécialisée dans la lutte contre la cybercriminalité d'Europol en une véritable cyberbrigade européenne afin de renforcer notre capacité de défense. Nos capacités doivent inclure la lutte contre la guerre de l'information. Par ailleurs, les États membres doivent développer leur communication stratégique et renforcer leurs capacités de lutte contre la désinformation. L'Union européenne elle-même devrait renforcer l'«East StratCom Team» du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), une cellule qui a pour mission de repérer les informations trompeuses sur Internet. La coopération entre les services de police et de renseignement doit être intensifiée: cela exige des initiatives pour renforcer la confiance entre les États membres et leurs autorités. Le radicalisme politique violent, en particulier l'extrémisme islamiste, doit être combattu avec plus de détermination et une meilleure vision stratégique dans tous les États membres. Les investissements étrangers, en particulier par des entités russes et chinoises, doivent faire l'objet d'un examen plus approfondi, notamment dans les secteurs tels que les médias, les infrastructures stratégiques et la technologie. Il convient, à cet égard, que l'Union européenne renforce ses capacités de contrôle et que les États membres soient plus réceptifs aux conseils émanant des institutions européennes. Les sanctions économiques, diplomatiques et politiques, en particulier celles qui ciblent des individus, doivent rester un instrument de notre arsenal de défense contre les agressions externes directes sur notre territoire.

Les Européens devront, plus que jamais, contribuer à leur propre sécurité. Des structures devraient être mises en place pour que les civils puissent aider les forces armées en cas d'attaques hybrides et de guerre. Dans ce domaine, les pays nordiques et baltes sont à l'avant-garde. La mobilité militaire dans l'Union européenne devrait être consolidée au

moyen d'une normalisation renforcée des infrastructures de transport, tout en prenant en compte les exigences constitutionnelles respectives des États membres. Tous les États membres de l'Union européenne devraient ambitionner d'affecter au moins 2 % de leur PIB à la défense d'ici à 2025. Parallèlement, nous saluons la création du Fonds européen de la défense en 2017, qui promouvra la coopération et les économies de coûts entre les États membres grâce à une technologie de défense interopérable de pointe et la fourniture d'équipements, y compris le renforcement de l'Agence européenne de défense (AED). Il en résultera une utilisation plus efficace de l'argent des contribuables. En outre, les capacités d'intervention de l'Union européenne doivent être renforcées: c'est pourquoi nous avons besoin d'une force d'intervention commune. Nous devrions consolider et étendre le système de coopération structurée permanente (CSP) afin de pouvoir coopérer dans le domaine de la défense, mais aussi améliorer les structures de contrôle et de commande de l'Union européenne. Nous avons besoin d'un marché de la défense intégré et d'une amélioration substantielle de la mise en commun des ressources dans le domaine de la recherche et du développement. À un stade ultérieur du processus du Brexit, la coopération en matière de sécurité, en particulier en ce qui concerne le terrorisme et les menaces hybrides, sera un élément important de la future relation entre l'Union européenne et le Royaume-Uni. La coordination et la coopération entre l'Union européenne et l'OTAN doivent être constamment renforcées et approfondies, notamment pour ce qui est de la guerre cybernétique et des agressions hybrides à notre encontre. Nous devons également œuvrer à améliorer notre résilience civile interne, grâce à des politiques qui améliorent la connaissance que nos citoyens ont de la sécurité et de la défense et qui contribuent à renforcer nos valeurs européennes.

La sécurité de notre voisinage est notre sécurité

Ce qu'il se passe dans les régions orientales et méridionales limitrophes de l'Union a une incidence directe sur nous. La pauvreté, l'instabilité, la corruption, l'absence d'État de droit, les guerres hybrides, les conflits gelés, la guerre civile et un grand nombre de réfugiés sont un défi direct aux sociétés européennes. C'est la raison pour laquelle il est dans notre intérêt immédiat de renforcer la démocratie, l'État de droit et la bonne gouvernance dans les régions voisines de l'Union et d'y stimuler le développement économique.

La politique de pré-élargissement de l'Union européenne dans les Balkans occidentaux exige une approche stricte et équitable. Cela nécessitera une plus grande attention et une augmentation du volume de la coopération, mais aussi une conditionnalité stricte fondée sur la réaffirmation des critères de Copenhague, comme indiqué dans la stratégie pour les Balkans occidentaux de la Commission européenne. La lutte contre la corruption, l'établissement de l'État de droit et le renforcement de l'indépendance de la justice sont des conditions préalables essentielles à l'adhésion à l'Union européenne. Nous insistons sur le fait que les États candidats doivent satisfaire entièrement et durablement à l'ensemble des

conditions préalables à l'adhésion. Il convient de renforcer les efforts de réconciliation à travers les organisations de la société civile ainsi que les efforts de coopération transfrontalière et régionale grâce à l'intégration des marchés. L'Union européenne doit faire preuve de vigilance et s'opposer de manière plus ferme aux acteurs externes qui tentent d'étendre leur influence et de déstabiliser la situation.

Des partenariats stratégiques doivent être noués tant avec les gouvernements qu'avec les sociétés d'Europe orientale. L'Ukraine doit être soutenue dans l'action qu'elle mène pour repousser les agressions russes, lutter contre la corruption, réformer son économie et son administration publique et renforcer l'État de droit. L'Union européenne doit dénoncer les agressions de la Russie contre ses voisins et y répondre de manière commune et énergique. Une force militaire et un dialogue constructif avec la Russie sont nécessaires. Nous n'accepterons pas que la Russie fixe les règles du jeu dans la région.

Il convient également de nouer des partenariats stratégiques avec nos voisins méridionaux et d'établir une coopération axée sur des projets entre les communautés locales. Il y a lieu de renforcer le cadre de la coopération euro-méditerranéenne, en faisant un meilleur usage de l'accès au marché pour stimuler le développement économique dans les pays partenaires. Après la Seconde Guerre mondiale, les Américains ont élaboré le «plan Marshall» pour faciliter la reconstruction des économies d'Europe occidentale. Ce plan a largement contribué au redressement de notre continent. Grâce à lui, nous avons pu nous aider nous-mêmes. Dans les années et les décennies à venir, nous serons amenés à élaborer une stratégie destinée à aider les Africains à s'aider eux-mêmes, à améliorer leurs conditions de vie, à stimuler le développement économique et à renforcer la sécurité afin qu'ils puissent s'assurer un avenir meilleur compte tenu de la forte croissance démographique. Le plan Marshall avec l'Afrique devrait être fondé sur la sécurité, la bonne gouvernance, l'alimentation, des projets dans le domaine de la santé et de l'éducation et devrait prévoir des initiatives ayant une incidence à long terme et servant les intérêts de l'Europe sur le continent africain. Entre-temps, il convient que l'Union européenne et ses États membres respectent les obligations qui leur incombent en matière de coopération au développement en vertu des traités et qu'ils honorent leurs engagements internationaux pour atteindre l'objectif de 0,7 % d'aide publique au développement (APD).

Relever les nouveaux défis qui se posent à l'ordre multilatéral fondé sur des règles

Revenir à un monde caractérisé par la concurrence entre grandes puissances et le protectionnisme marquerait le glas de notre liberté et de notre prospérité. Le commerce libre et équitable et des institutions multilatérales efficaces sont indispensables. L'Organisation mondiale du commerce devrait être la seule instance à même de régler les différends commerciaux. Elle doit être respectée et renforcée. Le système onusien, malgré ses lacunes, reste notre meilleur rempart contre un retour à un monde dangereux dans

lequel les pays les plus forts établissent leurs propres règles internationales. C'est également la raison pour laquelle il convient que l'Union européenne apporte un soutien sans faille à la Cour internationale de justice, à la Cour pénale internationale de La Haye et à d'autres institutions multilatérales. Par ailleurs, le système des traités internationaux, tels que l'accord de Paris sur le climat, doit être consolidé. Dans tous ces cas, il y a lieu que nous consacrons davantage d'énergie à la sensibilisation de nos partenaires internationaux, y compris de l'actuel gouvernement américain, aux dangers d'un affaiblissement de l'ordre mondial libéral. Nous devons également coopérer avec les corps législatifs, les régions et la société civile pour faire contrepoids aux gouvernements nationaux potentiellement non coopératifs.

L'Europe est le berceau du développement de la liberté et de la modernité. Ancrés dans le judaïsme et la chrétienté, la philosophie grecque et le droit romain, la période des Lumières et l'humanisme, l'Union européenne et ses États membres exercent un pouvoir d'attraction : c'est notre pouvoir d'influence. Il nous faut désormais y ajouter le pouvoir de contraindre ainsi que des capacités civiles et militaires. Nous devons, par-dessus tout, tirer parti de la conjoncture et mettre à profit notre volontarisme retrouvé pour rendre l'Europe plus sûre dans un monde plus sûr.